

► Transmission ou propagande ??

L'article 4 de la loi du 23 février 2005 oblige que les programmes scolaires reconnaissent « *le rôle positif de la présence française en outre-mer, notamment en Afrique du nord* ». Il faut abroger cette loi :

- parce qu'elle impose une histoire officielle, contraire à la neutralité scolaire.

- parce que, en ne retenant que « *le rôle positif* » de la colonisation, elle impose un mensonge officiel sur des crimes, sur des massacres allant parfois jusqu'au génocide, sur l'esclavage, sur le racisme hérité de ce passé.

Si l'Etat ne doit pas s'ingérer dans le contenu de l'Histoire, il lui revient en revanche de soutenir plus massivement l'effort de recherches et de vulgarisation de l'Histoire.

Par contre, le mouvement social, lui, doit prendre part à cette lutte qui consiste à reconnaître les pages sombres de notre Histoire (massacres de Sétif et Guelma, du 17 octobre 1961,...) pour qu'enfin un mouvement critique sur la colonisation naisse et contribue à assurer une égalité des droits et des chances.

★ QUI SOMMES NOUS ?

Nous nous battons pour un changement radical de la société. Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, une société sans racisme, sans sexisme, où chacun aura son mot à dire et trouvera un emploi et un logement corrects, c'est à dire une société vraiment socialiste, bien loin des déformations et caricatures stalinienne. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant.

Aucune confiance à ceux qui nous répètent que nous vivons dans le meilleur des mondes, à ceux qui, de la droite dure à la gauche molle, acceptent de gérer ce système ! Nous, nous misons sur l'émergence collective de la population, des jeunes, des travailleurs sur la scène politique.

Il nous faut imposer une réelle démocratie, fondée sur le contrôle, mais aussi sur de nouveaux rapports économiques basés sur le partage du travail et des richesses.

- le site national de la LCR
www.lcr-rouge.org
- le site national des JCR
www.jcr-red.org



E D I T O

Ces derniers temps, des milliers d'Africains ont essayé de rejoindre « l'eldorado européen » en passant la frontière partageant le Maroc et les deux enclaves espagnoles, Ceuta et Melilla. Ils fuient tous la famine, la misère, les dictatures qui rongent la région subsaharienne et que le système mondial a créé et cautionne. Le passage vers ce prétendu paradis s'est vite transformé en hécatombe. Tout en tentant de franchir la double barrière hérissée de barbelés, les gardes marocains et espagnols ont tiré dans le tas. Ce tir au lapin a fait plus d'une dizaine de morts et de très nombreux blessés. Cette boucherie barbare ne s'arrête pas là. Parmi les personnes arrêtées, plus de cinq cents Africains ont été parqués, menottés dans des bus, puis abandonnés dans le désert marocain sans eau ni nourriture, comme de vulgaires pestiférés.

Au lieu de repenser tout le mécanisme infligé à ces populations, les dirigeants espagnols envisagent d'ériger une autre barrière et de les rehausser toutes de trois mètres. Voilà l'Europe qui se construit et dont nous ne voulons pas, une Europe qui laisse circuler les capitaux et les marchandises et qui assassine les hommes et les femmes à la recherche d'une vie plus digne.

Ce n'est pas à ces hommes et femmes qu'il faut s'en prendre... mais bien à ce système générateur de misère, de pauvreté et de guerres ! La Terre appartient à tous, la liberté de circuler librement aussi, et pas uniquement aux flux de capitaux !! Face aux multinationales qui pillent l'Afrique, assujettie aux besoins égoïstes d'une minorité de riches, ripostons !



Je souhaite prendre contact avec les jeunes de la LCR 44

NOM

PRENOM

Adresse

Téléphone

Email

Tu peux soit donner ce coupon à un militant, soit l'envoyer à cette adresse : LCR 44 ; 17, rue Paul Bellamy 44000 Nantes, ou bien encore nous envoyer un email à lcrnantes@yahoo.fr. Nous disposons d'un site Internet : lcr44.free.fr

► Expulsions des lycéens sans-papiers : IL Y A URGENCE ! *Non aux expulsions ! Régularisation de tous les sans-papiers !*

Cette année, la rentrée scolaire a été marquée par des mobilisations dans les écoles primaires, les collèges et les lycées contre les expulsions.

Sans que ce soit très nouveau, aujourd'hui plus qu'avant, les collèges et les lycées sont touchés. Début octobre, c'était à Saint Nazaire où plus de 1500 lycéennes et lycéens sont descendus dans la rue pour réclamer la régularisation de Rose, une de leur camarade. Ainsi, cette grande mobilisation aura permis de faire avancer un peu les choses, puisque Rose a obtenu une autorisation provisoire de séjour de trois mois.

Après Saint Nazaire, ce sont les lycéen-nes du Lycée Pro des Savarières à Saint Sébastien et ceux du Lycée Pro Leloup-Bouhier à Nantes qui sont descendus dans la rue pour exiger la régularisation de Junior et d'Abdoulaye, « invités à quitter le territoire » comme le dit la Préfecture... « Expulsion=Exécution » pouvait-on lire sur la banderole des Savarières ou encore « Liberté, égalité, Fraternité ?????? » sur les pancartes de Leloup-Bouhier, Junior et Abdoulaye étant menacés dans leurs pays d'origine notamment pour des raisons politiques.

D'après les infos, ce sont plus de 23 bahuts qui seraient concernés, et bien plus probablement...



La Préfecture et le gouvernement se foutent royalement de l'article 26 de la Déclaration des droits de l'Homme qui stipule « *Toute personne a droit à l'éducation... L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine* », alors qu'en même temps on nous rabâche sans cesse le mot « citoyenneté » !!

Face à une pression qui monte partout dans le pays, Sarko, patron de l'UMP et super-flic de France aurait envoyé un courrier aux préfets demandant de rassurer et de calmer le jeu : les élèves seraient « tranquilles » pour l'année scolaire... et on les virerait pendant les vacances d'été ! histoire qu'ils soient bien seuls face à la police et que la solidarité soit plus difficile à mettre en place !

Contre toutes les expulsions, la colère monte et la résistance s'organise. Pétitions, débrayages, manifs devant la préfecture,... Tous les moyens sont bons pour faire bouger les choses.

Oui, Il y a urgence !! Les cas vont se multiplier, notamment pour les lycéens qui deviennent majeurs et perdent leurs papiers à ce moment-là.

Au-delà de chaque cas d'élève, avec son histoire et sa situation, c'est la régularisation de tous qu'il faut exiger, de tous les sans-papiers, sans exception !

Mais pour ça, il faut mettre en place l'information. Si dans les écoles primaires les instits et parents d'élèves, qui voient plus souvent les autres parents peuvent être rapidement mis au courant et organiser la solidarité, en collège et surtout en lycée, c'est moins facile. C'est généralement vers l'assistante sociale que se tourne un élève qui devient sans-papiers, et souvent à la dernière minute. Il n'en parle pas toujours non plus à ses camarades de classe, par honte, par peur d'être incompris. Dès lors, sensibilisons et informons les élèves. Car pour aider nos camarades de classe, la solidarité est primordiale : mettre en place des Comités de soutien peut être un moyen de lutte efficace. Exigeons que dans les bahuts, notamment où sont scolarisés les élèves concernés, on puisse afficher, mettre à disposition des infos, que ce soit à la Vie Scolaire comme dans les CDI ou dans un autre lieu accessible facilement (foyer, etc.) -des tracts tirés par des militants d'associations peuvent être facilement réutilisables-.

A côté de la coordination entre établissements qui se met en place au niveau des profs, il faut absolument une coordination des lycéen-nes. Notre force, c'est le nombre et le bruit ! Et ça, la Préfecture ne le supporte pas ! S'organiser, mobiliser, descendre dans la rue, c'est le seul moyen de gagner, tous ensemble, élèves, profs, pions, ... !